

ONANGA-ANYANGA À BOUAR POUR RÉAFFIRMER L'IMPORTANCE DE PROTÉGER LES PERSONNES VULNÉRABLES



UN Photo / MINUSCA

Dans la poursuite de sa tournée pour combattre les exploitations et abus sexuels, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSCA, Parfait Onanga-Anyanga, s'est rendu le 21 avril 2016, à Bouar (dans la Nana-Mambéré). Il était accompagné d'une délégation composée de l'adjoint du Commandant de la Force, le Major-Général Shafiddin Ahmed, du Commissaire de la Police Luis Carrhilo et du Coordonnateur des bureaux du terrain, Baboucarr Jagne.

Le message et la fermeté du Représentant spécial ont été les mêmes partout où il a mis en place le groupe de travail (Task Force), comme une des mesures visant à lutter contre ce fléau.

«La préoccupation du Secrétaire général pour lutter contre les exploitations et abus sexuels est une réalité. Nous n'acceptons plus que des minorités continuent de ternir l'image de la Mission». Sur place, le Représentant spécial a d'abord rencontré le personnel de la MINUSCA. Il leur a réitéré sa satisfaction pour avoir «appuyé les efforts des Centrafricains pour la tenue des élections» et son soutien dans l'exercice de leur mission.

Aux autorités locales, aux associations de femmes et de la jeunesse, le Représentant spécial a expliqué les points principaux de la résolution 2272 adoptée le 11 mars 2016, par le Conseil de sécurité. Cette résolution souligne l'importance

►► Suite à la page 02

SOMMAIRE

■ Onanga-Anyanga à Bouar pour réaffirmer l'importance de protéger les personnes vulnérables ► page 01

■ Rencontre avec Charles Armel Doubane ministre des Affaires étrangères ► page 02

■ Eduquer la jeunesse et équiper la gendarmerie de Bossangoa ► page 02

■ Ex-combattants: réduire et prévenir les violences ► page 03

■ Le contingent serbe honoré ► page 04

■ Cohésion sociale: Lakouanga donne l'exemple ► page 04

■ La RCA revoit les mécanismes de l'ONU ► page 05

■ L'ONG Irad s'attaque aux mines ► page 06

■ La bibliothèque de l'Université de Bangui réhabilitée ► page 06

■ lutte contre les Abus sexuels : la MINUSCA, mission pilote ► page 07



►► Suite de la page 01

de la protection des personnes vulnérables, notamment les femmes et les enfants, contre toute forme d'abus ou d'exploitation, tout en prévoyant des mesures coercitives y relatives au sein des missions de paix. Elle prévoit également des actions au nombre desquelles s'inscrit la mise en place de la Task force.

Aux commandants des contingents de la MINUSCA déployés dans la région, le Chef de la MINUSCA a souligné les valeurs et principes des Nations Unies qui doivent guider l'action des hommes sur le terrain.

Cette visite du Représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies est la quatrième du genre après Kaga-Bandoro, Bambari et Bria ●

RENCONTRE AVEC CHARLES ARMEL DOUBANE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine et Chef de la MINUSCA, Parfait Onanga-Anyanga, a été reçu en audience ce lundi 25 avril 2016, par le nouveau ministre des Affaires étrangères, Charles Armel Doubane. Cette rencontre a eu lieu à la faveur de la récente nomination d'un nouveau gouvernement, après l'élection présidentielle de février 2016.

« Je suis venu rendre visite au ministre des Affaires étrangères qui est, comme vous le savez, le partenaire privilégié de la MINUSCA, notre interlocuteur privilégié avec le Gouvernement centrafricain », s'est exprimé le Représentant spécial à sa sortie d'audience. Au menu des échanges, il y a eu l'état de la coopération entre la MINUSCA et la RCA.

Une relation fructueuse, à en croire le nouveau chef de la diplomatie

centrafricaine qui s'est engagé à *« renforcer davantage cette coopération stratégique. »*

Pour rappel, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, avait promis au président Faustin Archange Touadéra, en visite au siège de l'ONU le 21 avril 2016, un soutien accru de toute la famille des Nations Unies à la Centrafrique dans cette période de sortie de crise ●

ÉDUQUER LA JEUNESSE ET ÉQUIPER LA GENDARMERIE DE BOSSANGO

Environ 1500 jeunes, filles et garçons, de la ville de Bossangoa ont désormais accès à des ordinateurs au centre multimédia de la ville. Ce don de la MINUSCA va leur permettre de se former afin d'être compétitifs, dans un pays où le chômage touche particulièrement la jeunesse.

Outre une formation à l'utilisation de l'outil informatique, la MINUSCA a programmé des formations à l'éducation civique afin de promouvoir le dialogue, la réconciliation et la cohésion sociale.

Lors d'une cérémonie à l'occasion de la remise du matériel le 26 avril, le chef du bureau régional de la MINUSCA, Thomas Vaah, a exhorté les jeunes à profiter pleinement de ces installations. De son côté, la directrice régionale de la Jeunesse Pionnière Nationale (JPN), Gisèle Ange Ouandé, leur a demandé de

**L'initiative [de la MINUSCA]
entre dans le cadre du
soutien à la restauration de
l'autorité de l'Etat sur le
territoire centrafricain.**

s'approprier ce projet et de le pérenniser. Ce, pour démontrer leur maturité et leur prise de conscience en matière de protection des biens de la communauté. Dans cette ville fortement marquée par les violences intercommunautaires, la MINUSCA a également pris en charge la rénovation des bâtiments de la gendarmerie. Cette initiative entre dans le cadre du soutien à la restauration de l'autorité de l'Etat sur tout le territoire centrafricain.

« Au nom du gouvernement et en mon nom propre, je félicite hautement les appuis multiformes que la mission onusienne en RCA donne

pour la reconstruction de nos administrations fragilisées après les crises que le pays a connues », a déclaré le préfet de l'Ouham, Clotide Namboi. « Maintenant que les infrastructures réhabilitées sont disponibles, il faut les entretenir. La Gendarmerie doit renouer avec ses habitudes professionnelles et l'éthique », a-t-elle ajouté.

Thomas Vaah a indiqué que les locaux de la gendarmerie et ceux de la police seront bientôt équipés, toujours avec le concours de la MINUSCA, en mobilier et fournitures de bureau.

D'autres infrastructures de l'Etat seront réhabilitées et équipées avec les fonds dédiés aux *« projets à impact rapide »* de la MINUSCA, dont les bâtiments des sous-préfectures de Bouca et de Nana-Bakassa. La gendarmerie de cette ville sera entièrement reconstruite et équipée ●

EN BREF

■ **320 OFFICIERS DE LA POLICE** et de la gendarmerie ont été formés du 19 au 21 avril à l'EUMAM, sur les violences basées sur le genre. Initiée par Onu-Femmes, la MINUSCA et le PNUD, cette formation visait à donner des connaissances nécessaires à ces forces en matière de police de proximité. Ces cadres de la police et de la gendarmerie sont en fonction à Bangui, Bimbo et Bégoua.

■ **ENTRE LE 13 ET LE 20 AVRIL 2016**, la situation sécuritaire a été marquée par une marche pacifique à Bambari. Environ 300 jeunes y ont pris part.

■ **DANS LE CADRE DU PRINCIPE DE ROTATION**, 140 éléments sénégalais ont été relevés le 16 Avril 2016. Ega-

lement, en prévision de l'arrivée prochaine d'un bataillon Egyptien, 14 éléments sont arrivés en précurseurs à Bangui le 14 Avril.

■ **S'AGISSANT DES ACTIVITÉS DE LA FORCE**, son Porteparole, le Lieutenant-Colonel Rachid El Meckaoui, a indiqué le 20 avril, que dans le cadre de son mandat de protection des civils, la Force de la MINUSCA suit avec attention la problématique de la transhumance et des conflits qui y sont liés. A cet effet, les unités de la MINUSCA déployées dans les préfectures surveillent de près le mouvement des éleveurs et sont prêtes à intervenir en cas de menaces sur les populations civiles, quelle que soit leur appartenance ethnique ou confessionnelle ●

EX-COMBATTANTS : REDUIRE ET PREVENIR LES VIOLENCES



UN Photo / MINUSCA

Ils ont décidé de tourner la page des violences en Centrafrique. Ils ont rendu les armes et veulent maintenant se réinsérer. En attendant que commence un programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR), quelque 3.000 ex-miliciens, dont 1.500 anti-Balaka, 1.000 ex-Seleka et 500 éléments de milices d'auto-défense vont bénéficier d'un soutien pour leur retour à la vie civile.

Cette opération dite de « *profilage* » a débuté le 25 avril à Bangui avec 66 premiers volontaires,

et va prendre fin lorsque tous les ex-combattants auront été enregistrés. Elle vise avant tout à réduire les violences dans la capitale en offrant des activités génératrices de revenus.

« *Le temps des violences est terminé, je veux donner un sens à ma vie en faisant une activité et j'ai besoin de soutien pour réussir cette reconversion* », explique Bienvenu, 23 ans, ancien milicien « *anti-Balaka* ».

Cette initiative, menée par la MINUSCA en collaboration avec le gouvernement centrafricain,

« *Résulte d'une volonté d'aider les jeunes à voir l'avenir d'une manière différente. Nous voulons donner un espoir à la jeunesse* », a indiqué la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, Diane Corner, en visite mardi sur le site d'enregistrement de Boy Rabe, dans le quatrième arrondissement de Bangui.

« *En attendant la mise en place du programme DDR, il est urgent de réduire les violences en occupant les combattants autour de projets qu'ils choisiront eux-mêmes. Nous envisageons le mode associatif des activités génératrices de revenus* », a précisé Apollinaire Michel Bangui du Haut-commissariat au DDR-RSS (Réforme du secteur de la Sécurité), représentant le gouvernement centrafricain. « *Une fois enregistrés, les ex-combattants seront regroupés par catégories socio-professionnelles de leur choix, pour favoriser la cohésion sociale. Une fois formés, on leur donnera les moyens d'initier des activités leur permettant de subvenir à leurs besoins. C'est la phase du pré-DDR* », a-t-il poursuivi.

Outre Bangui et ses environs, l'opération de profilage des ex-combattants se déroule à Paoua, dans la préfecture de l'Ouham-Pende ●

LE CONTINGENT SERBE HONORÉ



UN Photo / MINUSCA

U Le samedi 23 avril 2016, le contingent serbe de la MINUSCA a vu 72 de ses membres récompensés pour leurs contributions aux efforts de stabilisation de la Mission en Centrafrique, en recevant la médaille de la MINUSCA.

Pour ces casques bleus qui appartiennent essentiellement au corps médical, opérant au sein de l'hôpital de Niveau 2 de la Mission, cette distinction intervient à une date mémorable. Il s'agit effet d'une journée dédiée aux Forces armées en souvenir de l'éclatement de la

deuxième insurrection serbe contre l'Empire Ottoman (Turquie), le 23 avril 1815.

Les 72 Casques bleus (68 membres de l'hôpital de niveau 2 de la Mission, deux officiers et deux observateurs militaires) sont arrivés en Centrafrique respectivement le 16 janvier 2016 et le 20 septembre 2015. Leur tâche principale est de procurer des soins médicaux de première et de seconde urgence aux personnels militaire, policier et civil des Nations Unies en Centrafrique.

Les Contingents serbes ont longuement servi dans les opérations de maintien de la paix à travers le monde : Yemen (1963-1964), République Démocratique du Congo (1960-1964), Iran (1988-1991), Namibie (1989-1990), Angola (1989-1993), Timor oriental (2002-2003), Burundi (2004-2005), Tchad (2009-2010) et Centrafrique depuis 2014.

COHÉSION SOCIALE : LAKOUANGA DONNE L'EXEMPLE



UN Photo / MINUSCA

A Lakouanga, la vie a repris et chacun vaque à ses occupations, les rues sont animées, les enfants jouent dehors et les commerçants ont rouvert échoppes et étals. Pourtant au mois de septembre 2015, ici, des gens ont subi les répercussions des violences survenues dans la capitale Centrafricaine.

Des habitants de ce quartier du deuxième arrondissement de Bangui, notamment des dignitaires religieux, ont pris l'initiative de rapprocher les communautés traumatisées pour panser les plaies et réapprendre à vivre pacifiquement dans le même espace. Ils ont créé un comité de reconstruction qui regroupe des personnes de toutes confessions religieuses.

Deux lieux de cultes sont en cours de réhabilitation: la mosquée, détruite une nouvelle fois en septembre après avoir été reconstruite quelques mois plus tôt, et la vieille chapelle située dans l'enceinte de l'Eglise des Saints Martyrs de l'Ouganda. Ces initiatives ont été soutenues par les Nations Unies, qui ont encadré des activités de plaidoyer en faveur de la réconciliation et ont mobilisé des moyens matériels pour la réhabilitation des bâtiments endommagés.

La chapelle sera transformée en salle polyvalente et servira d'espace multimédia, de salle de rencontres ou d'activités récréatives au bénéfice de tous les jeunes du

quartier, quelles que soient leurs confessions religieuses.

Une visite des lieux a été organisée sur place le 24 avril 2016, pour la journée dédiée à la cohésion sociale. Le comité de reconstruction a initié des activités de plaidoyer et de sensibilisation des consciences sur le bien-fondé du vivre-ensemble, mais aussi de mobilisation de moyens matériels pour que soit restaurée la cohésion sociale à Lankouanga.

Plusieurs personnalités ont participé à cette visite: la ministre des Affaires sociales et de la Réconciliation nationale, Virginie Baikoua, et la maire du deuxième arrondissement de Bangui, Micheline

Teteya, des partenaires internationaux dont plusieurs représentants de la MINUSCA, le chef de la police de la Mission, le commissaire Luis Carrilho, le chef du bureau de Bangui, Fred Babi, ainsi que des membres de la police communautaire et du réseau des femmes de la MINUSCA.

La Mission de paix initie et soutient régulièrement les efforts de médiation et de consolidation du rapprochement intercommunautaire. Récemment, y a eu la réouverture de l'accès au cimetière musulman de Boeing, fermé à la communauté musulmane de Bangui durant toute la crise ●

DROITS DE L'HOMME : LA RCA ET LES CONVENTIONS DE L'ONU



UN Photo / MINUSCA

La crise militaro-politique survenue fin 2013 avait plongé la RCA dans l'instabilité, laissant sans véritable suivi, la participation du pays aux différentes rencontres internationales et régionales relatives aux droits de l'homme. Aussi, à la faveur du retour à l'ordre constitutionnel marqué par l'élection d'un nouveau président de la République, la création d'un gouvernement et la mise en place prochaine du Parlement, la RCA a-t-elle décidé, dans le cadre

d'un atelier organisé le 13 avril, de passer en revue les différents mécanismes internationaux auxquels elle est partie, et pour lesquels elle avait reçu plusieurs recommandations de la part des instances des Nations Unies.

Cet atelier est une initiative du Centre sous-régional des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale dont le siège est à Yaoundé, en étroite collaboration avec la Divi-

sion des Droits de l'homme de la MINUSCA. « *Le présent atelier est un forum au cours duquel nous allons ensemble, faire l'état des lieux des mécanismes, méthodologies et stratégies de mise en œuvre des conventions des droits de l'homme, échanger, discuter de manière constructive sur comment la RCA peut être plus performante dans la réalisation des conventions de protection des droits de l'homme à travers la rédaction et la soumission des rapports, la mise en œuvre et le suivi des recommandations des organes des traités, des procédures spéciales* », a expliqué le directeur dudit Centre, Ahouwanou Agbessi.

Un support salué par le directeur des affaires pénales et des grâces, représentant le ministre de la Justice, Salomon Apano Ndoma, pour qui « *un mécanisme de surveillance des conventions, de rédaction de rapport, de suivi des recommandations est absolument nécessaire. C'est un moyen, un outil qui peut effectivement aider le pays à créer des changements positifs dans la vie des gens et assurer un niveau de vie suffisant à toutes et à tous, conformément aux articles 25 et 26 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.* » ●

ZOOM

L'ONG IRAD S'ATTAQUE AUX MINES



Depuis la récente crise militaro-politique qui a secoué la République centrafricaine en 2013, des quantités considérables d'armes de munitions obsolètes, restes explosifs de guerre (REG) et munitions de petit calibre circulent sur toute l'étendue du territoire. On dénombre également des quantités importantes de munitions dans des infrastructures de stockage inappropriées dans la capitale

Bangui et dans des provinces. En réponse à ce phénomène qui induit des risques sécuritaires et humanitaires certains, les initiatives locales sont peu nombreuses. L'Initiative pour la recherche d'actions et de développement (IRAD), une ONG centrafricaine, a décidé depuis 2014, de mener le combat de l'information et de l'éducation des populations civiles, après la crise survenue fin 2013.

En partenariat avec le gouvernement centrafricain, la Fondation suisse de déminage (FSD) et le Service de l'Action antimines des Nations Unies (UNMAS), elle mène la lutte antimines, à travers le projet d'éducation aux risques des mines. L'objectif de ce projet est d'œuvrer à l'éradication des restes d'explosifs et munitions obsolètes ou de petits calibres en circulation illégale.

En effet, après la crise, ces engins qui étaient censés être gardés dans des casernes militaires ont été disséminés au sein de la population civile, abandonnés ou dissimulés par des groupes armés. Ces groupes s'étaient, pour la plupart installés dans des écoles, des édifices publics ou autres espaces communs. Après leur départ, plusieurs civils ont été mis en danger. Ainsi, les statistiques indiquent que 90% des victimes des engins explosifs sont des enfants qui s'amuse avec, sans avoir conscience des risques qu'ils prennent. A une certaine période, se rappelle encore l'expert, *«ces objets étaient mis en vente, à petit prix (250 FCFA la grenade) dans toute la ville de Bangui»*.

Rappelons que l'IRAD a été créée en 2003 ●

LA BIBLIOTHÈQUE DE L'UNIVERSITÉ DE BANGUI RÉHABILITÉE

Créée en 1979, la bibliothèque de l'Université de Bangui tombe en ruines. Les locaux, les équipements, sont délabrés. Les rayons réservés aux ouvrages et manuels sont vides et le système de gestion de la bibliothèque n'est pas informatisé. Les fonds de fonctionnement sont également inexistantes.

Pour améliorer le cadre d'apprentissage et de recherche, tout en rendant plus sain et agréable cet

environnement tant pour les étudiants, le corps enseignant que des chercheurs, la MINUSCA, à travers la section des Affaires civiles, a initié un projet de réhabilitation de cette bibliothèque. Ce projet entre dans le cadre des Projets à Impact Rapides (QIP'S) et est d'une valeur de 50 000 dollars. Il sera exécuté sur une période de trois mois.

Outre la mise à neuf totale du local et l'acquisition du mobilier, les étudiants auront accès aux livres

et autres documents, grâce à une bibliothèque virtuelle. Elle sera, dans un premier temps, accessible aux étudiants de la Faculté des Lettres, avant de s'étendre progressivement aux autres facultés et écoles. Cette initiative est rendue possible grâce à la collaboration entre la Mission et l'ONG Bibliothèque sans Frontières.

La cérémonie officielle de lancement des travaux a eu lieu le 6 avril 2016 sur le site de l'Université. Le Vice-



UN Photo / MINUSCA

recteur de l'Université, Gabriel Danzi a qualifié ce moment « *d'historique* », pour évoquer l'implication

de la MINUSCA dans cette œuvre de reconstruction qui touche à l'éducation et à la culture, pièces

maitresses du redressement national.

Le président de l'Association Nationale des Etudiants de Bangui, Norbert Pounaba, souligne que « *c'est la première fois que cette bibliothèque est réhabilitée depuis son existence.* » Il a salué l'intérêt de la MINUSCA pour la cause de l'éducation en Centrafrique.

« *Ceux qui ont connu cette bibliothèque dans les années 1980, remarqueront que les choses ont négativement changé* », a expliqué le Directeur de la bibliothèque, Antoine Wagandji. Il espère qu'après sa réfection, elle va apparaître comme un lieu respectable de savoir.

Mentionnons que la capacité d'accueil de la bibliothèque est d'environ 500 étudiants ●

LUTTE CONTRE LES ABUS SEXUELS : LA MINUSCA, MISSION PILOTE

Le 12 mars 2016, le Conseil de sécurité des Nations Unies procédait à l'adoption d'une résolution historique (2272), renforçant les mesures de lutte contre les abus sexuels commis par le personnel des Nations Unies déployé dans le cadre des missions de la paix. A travers ce texte, le Conseil de sécurité apporte son soutien ferme à la politique de tolérance zéro, dans les cas d'abus ou d'exploitation sexuels commis par des troupes censées protéger les civils.

Dans le cadre de l'application de ladite résolution, une quinzaine de personnels civils, de la Police et de la Force de la MINUSCA ont pris part, du 5 au 7 avril 2016 au quartier général de la Mission à Bangui, à la session de formation consacrant le lancement des activités de l'Equipe de Réponse Immédiate dans le domaine des

abus et exploitation sexuels qui pourraient être commis par des personnels de l'Organisation des Nations Unies.

L'initiative novatrice est une première au sein du département des opérations de maintien de la paix de l'ONU. « *La MINUSCA est donc une mission pilote par rapport à la mise en place d'une telle structure* », comme l'explique Olivier Belcourt, chargé des investigations au sein de la projection permanente des Nations Unies, par ailleurs, formateur. Le choix de la MINUSCA pour lancer ce type d'activité s'est fait au regard des événements de ces derniers mois, relatifs à plusieurs allégations récurrentes d'abus et d'exploitation sexuels à l'encontre de certains de ses employés.

« *Ces personnels sont déployables en 24 heures sur les scènes de crime en cas d'allégation. Ainsi,*

lorsque la Mission prendra la décision de déployer l'équipe de réponse immédiate, elle pourra faire appel à ces différents experts de manière à avoir une réponse instantanée par rapport aux événements », a par ailleurs indiqué M. Belcourt.

Les participants dans leur ensemble se sont félicités des nombreuses « *connaissances techniques* » qui leur ont été transmises lors des différents modules théoriques et pratiques, essentiellement en rapport avec la collecte et la préservation de preuves qui pourraient être utilisées dans le cadre des investigations.

La session a été organisée par l'Unité de Conduite et Discipline de la MINUSCA, dont le mandat et l'action en République centrafricaine ont pour pilier essentiel la protection des civils ●



EN LIGNE | ONLINE

MINUSCA

Votre site d'informations et d'analyses sur
la Centrafrique et les Nations Unies.
Disponible sur smartphones

Your one-stop source for news and information
about Central African Republic and the UN.
Available on smartphones



UN photo / Graphisme_CPIO / MINUSCA

Découvrez le nouveau site Internet de
la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission
in the Central African Republic

<https://minusca.unmissions.org>

<https://facebook.com/minusca.unmissions>

https://twitter.com/UN_CAR

<https://www.flickr.com/photos/unminusca/>